

LA CFDT REFUSE LE DEMANTELEMENT DES ACQUIS SOCIAUX

NON A LA CASSE DE NOS 35H !

Le gouvernement lance une attaque sans précédent contre les acquis sociaux des salariés de ce pays.

Contrairement aux engagements pris par François Fillon en 2003, lors de la réforme des retraites, rien n'a été fait pour améliorer l'emploi des seniors et les négociations sur la pénibilité sont au point mort.

Contrairement aux engagements répétés du président de la république et de son ministre du travail la position commune sur la représentativité syndicale et le dialogue social dans les entreprises, signée par la CFDT, la CGT, le Medef et la CGPME, n'est pas respectée et la majorité tente de démanteler les 35H.

Nous publions ci-dessous un extrait du discours de François Chérèque, Secrétaire Général de la Confédération CFDT, prononcé lors du congrès de la Fédération Générale des Transports et Equipements CFDT, le 11 juin 2008.

(...) De la visibilité, le 17 juin, la CFDT, je l'espère, va en donner car je vous le disais tout l'heure la première haie à franchir maintenant est celle de la transposition législative de la position commune (...)

Alors qu'il devait reprendre notre proposition et la soumettre aux parlementaires,

Alors qu'il avait pris des engagements répétés,

le gouvernement a fait volte face.

Au respect des partenaires sociaux, au respect du dialogue social, au respect de sa parole, il a préféré céder à la surenchère pressante de sa majorité.

Le gouvernement prépare purement et simplement la fin des 35 heures et dans les faits la fin de toute durée légale du temps de travail, et ce n'est pas parce qu'on a signé un accord. Si on n'avait pas signé de texte, il l'aurait fait de toute façon. C'est au contraire parce qu'on a signé un accord qu'on n'accepte pas que le gouvernement fasse ce qu'il veut.

Il en va de la santé des salariés, de la défense de leurs conditions de travail autant que de l'avenir des relations sociales en France (...)

Le dogmatisme a fait son retour, les 35 heures à nouveau responsables de tout et les heures supplémentaires la solution à tout.

Mais est-ce la faute des 35 h si les jeunes sont massivement exclus du marché du travail et les seniors rejetés des entreprises ?

Est-ce la faute des 35 h si les entreprises refusent d'investir dans la formation, le recherche, la création des emplois qualifiés dont notre économie a besoin ?

Est la faute des 35 heures si le nombre de salariés pauvres augmente ?

Nous savons bien que c'est faux !

(...) En présentant dans la précipitation un projet de déréglementation du temps de travail qui va beaucoup plus loin que la position commune et qui s'attaque unilatéralement aux 35 heures, le gouvernement, tout simplement, désavoue les partenaires sociaux, pire il les ignore, et je suis sûr qu'il fait une erreur politique grave.

Non, les forfaits imposés à tous, ce n'est pas le souhait des salariés, ce n'est même pas la demande des entreprises.

Non, le dialogue social n'est pas un supplément d'âme dont on agrmente à discrétion les décisions politiques.

Non, ce n'est pas une simple question de forme dont le Gouvernement aux abois face à sa majorité pourrait se passer pour calmer les luttes intestines.

(...) Nous ne laisserons pas le Gouvernement mettre un coup d'arrêt brutal à ce processus de modernisation sans précédent des relations sociales dans notre pays.

C'est pourquoi il est très important d'être très très nombreux dans les manifestations le 17 juin prochain (...).

Nous sommes tous concernés, PS, PN, cadres et non cadres !

- **Pour obliger le gouvernement à respecter les engagements pris notamment sur l'emploi des seniors et la pénibilité lors de la réforme des retraites.**
- **Pour empêcher le démantèlement des 35 heures et le déplafonnement de la durée légale du travail.**
-

**MOBILISONS NOUS MASSIVEMENT
ET MANIFESTONS LE 17 JUIN**